



EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT-DIZIER, DER & BLAISE

L'an deux mille dix-sept, le 29 septembre à 18 h 00 heures, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise s'est réuni en séance publique à la salle de convivialité de Ceffonds, sous la présidence de M. Philippe BOSSOIS en suite de la convocation faite le 21 septembre 2017.

Présents :

- M. BOSSOIS, Président
- M. GOUVERNEUR, M. LAURENT, M. FEUILLET, M. GARET, M. BOZEK, M. BAYER, M. SIMON, Mme GARCIA, Mme KREBS, M. NOVAC, M. MARIN
- Mme AUBRY, Mme FIOT suppléante de M. BANCELIN, M. BERTRAND, Mme BETTING, Mme BOITEUX, M. BONNEAUD, Mme BONTEMPS, M. BRUSA-PASQUE, M. CABARETIER, M. CHARPENTIER, M. CHEVANCE, M. CORDEBARD, M. CORNUT-GENTILLE, M. DECHANT, M. DELMOTTE, M. DERVOGNE, M. DESANLIS, M. DESCHARMES, M. DOUET, M. DROIN, M. EREN, M. FARGETTE, M. GAILLARD, Mme GALICHER, M. GARNIER, Mme GEORGET, Mme GEREVIC, Mme GILLET, M. GOUGET, M. HOWARD, M. HURSON, M. JEANSON, M. KAHLAL, M. KIHM, M. KREZEL, Mme LANDREA, M. LANDRY, M. LESAGE, M. MARCHANDET, M. MARTIN, M. MENAUCOURT, M. MERCIER, M. MILLOT, M. MOITE, M. PASQUIER, M. PEREZ, Mme PEYRONNEAU, Mme PINCEMAILLE, Mme PIQUET, M. RAIMBAULT, M. RAMBERT, M. RENAUD, Mme ROBERT-DEHAULT, Mme SALEUR, Mme SCHAUB, M. SCHILLER, M. THIERRY, Mme TRAZET, M. UTKALA,

Excusés : M. AMELON, M. BANCELIN, M. BAUDOT, M. BONNEMAINS, M. BOUZON, M. BUAT, M. CADET, M. CARON, Mme CLAUSSE, Mme COLLET, Mme DE CHANLAIRE, Mme DORKEL, M. DUBOIS, M. GAUCHERON, M. GUILLAUMOT, M. GUILLEMIN, Mme GUINOISEAU, M. MATHIEU, M. NOISETTE, M. OUALI, M. PRIGNOT, M. RESIDORI, M. RIMBERT, Mme SAMOUR, Mme THIEBLEMONT, M. TURCATO, M. VAGLIO, M. VALTON, Mme VARNIER

Ont donné procuration :

M. BONNEMAINS à M. SCHILLER	M. GUILLAUMOT à M. FEUILLET
M. BUAT à M. MOITE	Mme GUINOISEAU à Mme KREBS
M. CADET à M. GOUVERNEUR	M. MATHIEU à M. UTKALA
Mme CLAUSSE à Mme DECHANT	M. RIMBERT à M. MARIN
Mme COLLET à Mme ROBERT-DEHAULT	Mme THIEBLEMONT à M. CORDEBARD
Mme DE CHANLAIRE à M. CHARPENTIER	M. VAGLIO à Mme GARCIA
Mme DORKEL à M. EREN	M. VALTON à M. SIMON
M. DUBOIS à M. MERCIER	Mme VARNIER à Mme BETTING
M. GAUCHERON à M. DESCHARMES	

Secrétaire de séance : M. SCHILLER

TAXE D'HABITATION - ASSUJETTISSEMENT DES LOGEMENTS VACANTS A LA TAXE D'HABITATION

Rapporteur : M. SIMON

Instaurée en France par la loi Engagement National pour le Logement du 13 Juillet 2006, la taxe d'habitation pour les logements vacants (THLV) concerne les propriétaires de logements inoccupés sans justification apparente.

Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre peuvent ainsi, par délibération de leur organe décisionnel prise avant le 1er Octobre d'une année N et sous certaines conditions, assujettir les propriétaires de logements vacants à la taxe d'habitation au 1er janvier de l'année N+1.

La taxe d'habitation due au titre des logements vacants est établie au nom du propriétaire, de l'usufruitier, du preneur à bail à construction ou à réhabilitation ou de l'emphytéote qui dispose du local depuis le début de la période de vacance.

Avant leur fusion, la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise et la Communauté de Communes du Pays du Der avaient respectivement instauré la THLV par délibérations du 26 septembre 2013 et du 08 octobre 2010. La communauté de communes de la Vallée de la Marne avait quant à elle laissé aux communes la capacité de l'instaurer si elles le souhaitent sans intervenir à l'échelle communautaire. A ce jour, seule la commune de Rachecourt-sur-Marne l'avait mise en place par délibération du 05 décembre 2007.

L'instauration de la THLV sur le territoire communautaire constitue l'un des maillons du dispositif encadré par le Programme Local de l'Habitat adopté en fin d'année 2012 sur le périmètre de l'agglomération avant fusion, et plus particulièrement son action visant à créer les conditions d'une réduction de la vacance.

Ce levier fiscal incitatif a pour objectif la remise sur le marché de logements vacants par leurs propriétaires.

Il concerne plus particulièrement :

- des logements dont les propriétaires - sans toutefois s'en dessaisir - ont renoncé à la gestion pour diverses raisons,
- des logements en indivision lorsque celle-ci a tendance à bloquer les orientations décisionnelles et à empêcher ainsi la gestion ou la revente du bien,
- des logements objets de successions vacantes (ces immeubles nécessitent alors une intervention spécifique afin qu'ils puissent être revendus par adjudication).

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de décider d'assujettir les logements vacants à la taxe d'habitation sur l'ensemble du territoire communautaire.

Le Conseil Communautaire, après délibération, décide d'approuver ces propositions par **85 VOIX POUR – 1 CONTRE (M. UTKALA) - 2 ABSTENTIONS (Mme GEREVIC – M. MARCHANDET)**

Pour extrait conforme,

Pour le Président et par délégation
Le Directeur Général des Services
Pierre-François GITTON

